

Nicolas
BAVEREZ

L'alerte démocratique

ÉDITION AUGMENTÉE

L'Éditions de
Observatoire

L'Alerte démocratique

Nicolas Baverez

L'Alerte démocratique

Édition augmentée

Conception graphique de la couverture :
Un chat au plafond

ISBN : 979-10-329-1636-0
Dépôt légal : 2020, mai
© Éditions de l'Observatoire/Humensis 2020
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Pour Raymond Aron,
qui sauva l'honneur des intellectuels français
face aux totalitarismes du xx^e siècle

« Je ne suis pas beau, je ne suis pas beau. Ce sont eux qui sont beaux. J'ai eu tort ! Oh ! comme je voudrais être comme eux. Je n'ai pas de corne, hélas ! que c'est laid, un front plat. Il m'en faudrait une ou deux, pour rehausser mes traits tombants. Ça viendra peut-être, et je n'aurai plus honte, je pourrai aller tous les retrouver. Mais ça ne pousse pas ! Mes mains sont moites. Deviendront-elles rugueuses ? J'ai la peau flasque. Ah ! ce corps trop blanc, et poilu ! Comme je voudrais avoir une peau dure et cette magnifique couleur d'un vert sombre, une nudité décente, sans poils, comme la leur ! Leurs chants ont du charme, un peu âpre, mais un charme certain ! Si je pouvais faire comme eux. Ahh, ahh, brr ! non, non, ce n'est pas ça, que c'est faible, que cela manque de vigueur ! Je n'arrive pas à barrir. Je hurle seulement. Ahh, ahh, brr ! Les hurlements ne sont pas des barrissements ! Comme j'ai mauvaise conscience, j'aurais dû les suivre à temps. Trop tard maintenant ! Hélas, je suis un monstre, je suis un monstre. Hélas, jamais je ne deviendrai rhinocéros, jamais, jamais ! Je ne peux plus changer. Je voudrais bien, je voudrais tellement, mais je ne peux pas. Je ne peux plus me voir. J'ai trop honte ! Comme je suis laid ! Malheur à celui qui veut conserver son originalité ! Eh bien tant pis ! Je me défendrai contre tout le monde ! Ma carabine, ma carabine ! Contre tout le monde, je me défendrai ! Je suis le dernier homme, je le resterai jusqu'au bout ! Je ne capitule pas ! »

Eugène Ionesco, *Rhinocéros*

Préface

La liberté à l'épreuve du coronavirus

Dans *Le Hussard sur le toit*, Jean Giono raconte les aventures d'Angelo Pardi, colonel italien qui, contraint à l'exil pour avoir tué en duel un officier autrichien, part à la recherche de son ami Giuseppe au cœur de l'année 1832, dans une Provence ravagée par le choléra. « Le choléra, explique-t-il, est un révélateur, un réacteur chimique qui met à nu les tempéraments les plus vils ou les plus nobles. » Il en va aujourd'hui de même de l'épidémie de coronavirus qui jette une lumière crue non seulement sur le grand écart des comportements humains – de l'héroïsme à l'irresponsabilité et la lâcheté – mais aussi sur la fragilité des systèmes de soins, les déséquilibres du capitalisme mondialisé, la désintégration des sociétés, l'insuffisance des capacités de gestion des crises et les nouveaux rapports de force dans le monde du *xxi^e* siècle. Comme toute grande crise, elle accélère les transformations et accroît les écarts entre les individus, les entreprises, les nations et les continents, confortant les plus forts et fragilisant les plus faibles. Elle amplifie enfin la déstabilisation des démocraties, poussant leurs citoyens à sacrifier la liberté à une quête éperdue de sécurité et de protection.

La pandémie, crise universelle et dévastatrice pour la démocratie

L'épidémie de coronavirus est sans précédent par sa soudaineté, sa violence et son caractère universel. Elle a frappé tous les pays par vagues successives, touchant la Chine, l'Europe, les États-Unis puis les émergents, et entraînant le confinement de plus de 4,5 milliards d'hommes sur les 7,7 milliards qui peuplent la planète. Elle constitue un choc inédit par sa complexité dans sa quadruple dimension de crise sanitaire, économique, politique et internationale. Elle est exemplaire des risques globaux du *xxi*^e siècle mais aussi des surprises stratégiques que la plupart des pays, et en particulier les démocraties, n'ont pas anticipées.

Pour la deuxième fois en moins de douze ans, les grands pays développés ont été contraints d'engager 20 à 40 % de leur PIB sous forme de dépenses et de garanties publiques pour réassurer un choc majeur. En dépit de la mobilisation de quelque 8 000 milliards de dollars de mesures de soutien de l'économie par les États et les banques centrales, l'activité mondiale diminuera de 4 % à 5 % en 2020 alors qu'elle était attendue en hausse de 3 %, provoquant une envolée du chômage. Le choc se prolongera en 2021 avec les défauts d'entreprises qui se répercuteront dans les bilans des banques. Contrairement à 2008, c'est la mise à l'arrêt de l'économie réelle qui engendre la crise financière et politique, non pas la crise financière qui se dégrade en crise économique et politique. Les séquelles risquent d'être plus profondes encore, avec une baisse durable de la production, de l'emploi et du niveau de vie dans de nombreux pays, émergents mais aussi développés.

Si la crise est universelle, elle a des effets très variés sur les pays suivant leurs institutions, leurs structures économiques et sociales, leur histoire et leurs valeurs. Les démocraties, les régimes autoritaires et les théocraties, de la Chine à la Russie en passant par l'Iran, ont utilisé l'opacité de leur système de décision et leur mainmise sur l'information pour occulter l'ampleur de la crise et minimiser le nombre de ses victimes. Puis elles ont déployé tout leur arsenal de contrôle et de répression de la population pour mettre en place des mesures sanitaires drastiques et tenter de remettre rapidement en route l'activité. Les démocraties, déjà mises à mal par la crise financière et l'onde de choc populiste, ont été profondément bouleversées. Les États-Unis et l'Europe concentrent tout d'abord la majorité des décès tout en étant plongés dans une récession pire encore que celle des années 1930. Surtout, l'épidémie remet directement les principes sur lesquels reposent les nations démocratiques, qu'il s'agisse de la mécanique des contrepouvoirs, du fonctionnement de l'État de droit ou de la garantie des droits individuels.

En l'absence de vaccins et de traitements, les stratégies d'endiguement de la contamination impliquent d'instituer et faire respecter des règles strictes de distanciation sociale ainsi que de recourir soit au confinement généralisé de la population, soit à la quarantaine individuelle associée à des outils de traçage numérique. Ces mesures heurtent frontalement les libertés fondamentales de circulation, de réunion, de manifestation, d'entreprendre. Elles passent parfois par l'instauration de régimes d'exception qui dérogent à l'ordre constitutionnel habituel, en élargissant les compétences du pouvoir exécutif pour répondre à l'urgence sanitaire et en limitant le jeu normal des contrepouvoirs. Elles

sont enfin incompatibles avec la vie démocratique, qui repose sur la délibération collective, le débat public, la désignation des dirigeants par le vote au suffrage universel qu'il est très difficile d'organiser dans la période d'expansion de l'épidémie – la Corée du sud qui a réussi à organiser des élections législatives parfaitement régulières le 15 avril constituant une remarquable exception.

Au sein même des démocraties, les stratégies et les performances ont été divergentes. Certaines, à l'image de la Corée du sud ou de Taïwan, de l'Allemagne ou de la Suède, de la Suisse ou d'Israël, ont fait preuve d'une remarquable résilience. Grâce à l'anticipation du choc par les pouvoirs publics dès la fin 2019, à la montée en puissance du système de santé, à des finances publiques saines, à la mobilisation de leur appareil industriel et des technologies de l'information, au civisme de leurs citoyens, elles ont limité le nombre des victimes et les dommages économiques tout en préservant le fonctionnement de l'État de droit. À l'inverse, les pays cumulant un État et des gouvernements fragilisés, des finances dégradées, une forte désindustrialisation et une société divisée ont été très lourdement atteints. Ils n'ont eu d'autre choix que de recourir à de longs et stricts confinements qui ont infligé des dommages majeurs à l'économie, à la société et aux libertés.

Ainsi, en France, si les soignants ont fait preuve d'un véritable héroïsme, la politique de santé publique a failli, échouant à résoudre la pénurie persistante de masques, de tests, de ventilateurs et de lits de réanimation comme à mettre en place une application numérique efficace, tandis que les Ehpad étaient livrés à eux-mêmes au prix d'une hécatombe. La défaillance de l'État a laissé comme seule option un confinement

prolongé et généralisé de la population avec pour corollaire l'arrêt de la vie nationale. Il en résulte une débâcle sanitaire et économique, avec la baisse de plus de 10 % du PIB, l'explosion prévisible des faillites, le retour à un chômage structurel touchant plus de 10 % de la population active, l'envol du déficit et de la dette publics autour de 15 % et 120 % du PIB. Simultanément, l'État de droit a été suspendu par l'état d'urgence sanitaire, fragilisant un peu plus la démocratie et ouvrant de nouveaux espaces aux extrémistes.

Les nations dirigées par des leaders populistes qui se sont enfermés dans le déni de l'épidémie avant de lui rechercher des boucs émissaires acquittent un prix très élevé, qu'il s'agisse des États-Unis de Donald Trump, du Royaume-Uni de Boris Johnson ou du Brésil de Jair Bolsonaro. Enfin les démocraties illibérales, à l'image de la Hongrie de Viktor Orban ou de la Pologne du PIS, n'ont pas manqué d'utiliser la crise pour renforcer la concentration et le caractère autocratique du pouvoir, réprimer les forces d'opposition, affermir encore leur emprise sur l'économie et la société.

L'accélération des grandes transformations

La pandémie accélère tout d'abord l'entrée dans un nouvel âge de la mondialisation. La désintégration de la régulation keynésienne avec les chocs pétroliers des années 1970 puis l'effondrement de l'empire soviétique à partir de 1989 ont donné naissance à un cycle de mondialisation placé sous le signe de la dérégulation et de la disparition des frontières nationales. Il a pris fin avec le krach de 2008, ne se prolongeant qu'à l'état de zombie avec la relance de la course au

surendettement public et privé. Les risques liés à l'étiement des chaînes de valeur et à la dépendance à la Chine s'ajoutent désormais à la lutte contre le changement climatique pour conforter le retournement du commerce international et la fragmentation de l'espace mondial. L'économie mondiale se restructure autour de grands blocs régionaux, dont les relations mêlent compétition, coopération et confrontation.

La deuxième tendance de fond concerne le repli sur les nations et le renouveau des frontières au nom de l'urgence sanitaire. Les échanges commerciaux se sont effondrés avec les transports. La mobilité et le tourisme se sont brutalement interrompus, même au sein de l'espace de Schengen. La solidarité entre les États a disparu, y compris dans le domaine de la recherche médicale sur le coronavirus où la coopération scientifique a souvent servi de masque à l'espionnage, notamment entre les États-Unis et la Chine. Une féroce compétition s'est ouverte, y compris entre les alliés de l'Otan, y compris entre les partenaires européens, pour acquérir auprès de Pékin matériel de protection, médicaments et équipements médicaux.

L'État a connu une spectaculaire expansion, tant pour lutter contre l'épidémie que pour réassurer les revenus des ménages confinés et la mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie. Les dépenses et les garanties publiques se sont envolées, portant la dette de la plupart des grandes démocraties très au-delà de 100 % de leur PIB. Les interventions et les aides se sont multipliées, alors que le secteur privé va se trouver amputé par la faillite de nombreuses entreprises et des destructions massives d'emplois. La catastrophe sanitaire et le constat de la faible résilience de la grande majorité des démocraties font exploser la demande de protection sociale et de sécurité.

Les mesures de sécurité sanitaire, et particulièrement le recours au confinement, ont aussi formidablement accéléré la numérisation de la société. L'Asie a fait la démonstration de son avance technologique et surtout de la maîtrise des outils numériques par sa population grâce à son niveau d'éducation, déployant des applications qui ont joué un rôle central dans la stratégie visant à tester, isoler, protéger et soigner. En Chine, l'épidémie a provoqué un développement fulgurant des innovations, qu'il s'agisse de télémedecine, de collecte des données de santé, d'utilisation des drones, d'interactions sans contact ou de surveillance numérique. Le télétravail, autrefois marginal, s'est généralisé, certaines sociétés comme Twitter le proposant désormais comme un mode d'organisation permanent. Les achats et services en ligne ont connu une progression inédite, le temps moyen passé par un Chinois sur l'Internet mobile passant de 6,1 à 7,3 heures par jour.

Sous ces évolutions pointent des tensions fondamentales. L'épidémie de coronavirus est exemplaire des risques planétaires propres au *xxi*^e siècle, que l'absence de réassurance par une superpuissance, la fragmentation de l'espace mondial, le repli des nations sur elles-mêmes rendent ingérables. Le retour en force des États constitue une victoire à la Pyrrhus, leur surendettement réduisant à néant leurs marges financières au moment où la demande de protection qui leur est adressée ne connaît plus de limite, ce qui place les dirigeants des démocraties devant un dilemme insoluble. Enfin la quête éperdue de sécurité, s'ajoutant à la passion pour l'égalité et à l'urgence climatique, menace directement la liberté que de plus en plus de citoyens se déclarent prêts à abandonner au profit d'institutions et de dirigeants autoritaires.

Après l'Occident, après la liberté ?

Comme toute crise majeure, la pandémie agit comme un tamis. Elle redistribue la puissance et les richesses entre les nations et les entreprises en renforçant les plus forts et en fragilisant les plus faibles. Les écarts constatés dans la gestion de l'épidémie se creuseront davantage encore dans la période de sortie de crise. Ils consacrent la désoccidentalisation du monde et l'ascension de l'Asie.

L'Occident a dominé le monde de la fin du xv^e siècle au début du xxi^e siècle, exportant ses modes de production, ses institutions et ses idées sur tous les continents à travers trois grands mouvements de mondialisation : le xvi^e siècle avec les Grandes Découvertes ; le xix^e siècle avec la convergence de la colonisation, de la révolution industrielle et du libre-échange ; la fin du xx^e siècle avec l'effondrement de l'empire soviétique, l'universalisation et la dérégulation du capitalisme, le basculement dans l'ère numérique. Son expansion a reposé sur quatre principes : l'invention du capitalisme, défini par l'application du calcul rationnel à la production ; le progrès de la science pour connaître et valoriser la planète ; la construction de la liberté politique qui permet aux individus et aux nations de décider de leur destin en fondant une communauté de citoyens à même d'élaborer ses institutions, de choisir ses dirigeants et de débattre de ses projets ; enfin la conscience de l'unité et de la solidarité des nations libres face aux sociétés d'Ancien Régime puis aux totalitarismes.

La troisième mondialisation a semblé marquer le triomphe de l'Occident, en faisant entrer l'humanité dans l'âge de l'histoire universelle. Elle a en réalité

provoqué sa chute. La part des grands pays développés dans la production mondiale a été ramenée de 45 à 30 %, tandis que le centre de gravité du capitalisme basculait vers l'Asie, qui est devenue l'atelier du monde et a pris une avance significative dans nombre de technologies clés – de l'intelligence artificielle à la biomédecine en passant par la protection de l'environnement. Le système géopolitique est devenu multipolaire et le leadership des États-Unis s'est décomposé en même temps qu'ils démantelaient l'ordre mondial de 1945, ouvrant de vastes espaces à la volonté hégémonique de la Chine, aux ambitions des démocraties et à la violence radicale des djihadistes. Enfin les démocraties occidentales ont été frappées par une crise existentielle liée à la déstabilisation des classes moyennes, faisant le lit des mouvements et des dirigeants populistes.

L'Occident a perdu sa crédibilité et montré sa vulnérabilité en échouant systématiquement à gérer les risques systémiques et les chocs qui caractérisent le *xxi*^e siècle. À la suite des attentats du 11 septembre 2001, il a enchaîné les conflits sans fin, témoignant d'une égale impuissance à gagner la guerre et à faire la paix – de l'Afghanistan au Sahel en passant par l'Irak et la Syrie. Il s'est révélé incapable de maîtriser le krach financier de 2008 et n'a trouvé d'autre issue à une crise de surendettement que l'envol des dettes publiques et privées. Aujourd'hui, en dehors de quelques rares exceptions, les pays occidentaux démontrent leur incapacité à gérer l'épidémie et cumulent désastre sanitaire, effondrement économique et troubles politiques.

L'Occident fait désormais face à de puissantes forces qui lui sont hostiles et qui entendent le supplanter : le total-capitalisme chinois, la volonté de revanche des pays du Sud ou encore le fanatisme islamique. Mais

l'origine de sa chute est intérieure, liée à la corruption de ses valeurs, de ses institutions et de ses mœurs.

Le capitalisme de bulles a délaissé la production pour la spéculation et l'innovation pour la rente : il repose sur un modèle économique et social insoutenable associant croissance faible, surendettement et accroissement vertigineux des inégalités. L'ignorance et la démagogie cultivées par les dirigeants politiques – à l'image de Donald Trump recommandant des injections de détergent comme traitement du coronavirus – et par les réseaux sociaux – dont les deux mamelles sont le déni des faits et la violence – ont nourri le mépris pour l'éducation et pour la science, créant un fossé entre une élite maîtrisant les nouvelles technologies et le reste de la population. La démocratie a été largement vidée de son sens par l'érosion des contre-pouvoirs et de l'État de droit, l'asservissement du débat public aux passions collectives, la déification des identités qui ont euthanasié l'idée de bien commun, la tyrannie du court terme qui interdit toute vision de l'avenir. Enfin, comme dans les années 1930, l'unité des nations libres s'est défaite avec le tournant nationaliste, protectionniste et isolationniste des États-Unis, le Brexit et la divergence de plus en plus explosive de l'Europe entre le Nord et le Sud – autour de la gouvernance de l'euro – comme entre l'Ouest et l'Est – qui a basculé dans l'autoritarisme sous l'influence de la Hongrie de Viktor Orban.

L'Occident a ainsi perdu son leadership, avec la trahison par les États-Unis de l'héritage des Pères Fondateurs comme de leurs alliés, sa stratégie et sa colonne vertébrale avec l'Otan, mais surtout ses principes avec le dévoiement de la liberté politique et l'abandon des droits de l'homme. Sa civilisation, qui